



LICENCE L1 ECONOMIE-GESTION

CONTROLE ECONOMIE MONDIALE (Cours F. Munier)

Durée: 2h

Documents autorisés : néant

Calculatrices non autorisées

Répondez au choix à l'une de ces deux questions

1. Les recettes du succès de l'économie chinoise pourraient-elles s'appliquer à l'Europe ?
2. Commentez cet article en faisant notamment un parallèle avec la « décennie perdue en Amérique Latine ».

Dette : la droite dramatise, le marché temporise

LE MONDE | 12.04.2012

Par Claire Gatinois et Clément Lacombe

Et soudain, la situation critique des finances publiques françaises redevient un sujet dans la campagne électorale. Le coup de sang des marchés financiers envers l'Espagne en début de semaine - les taux d'emprunt espagnols sont brutalement remontés - a marqué les esprits. Suffisamment pour redouter que la France soit la prochaine cible ? Rien d'impossible, pour Nicolas Sarkozy qui, à plusieurs reprises, a fait de l'Espagne un contre-exemple pour la France. Mercredi 11 avril, le président, candidat de l'UMP à sa succession, a évoqué le spectre d'une "France à genoux" si le socialiste François Hollande prenait le pouvoir. La veille, le premier ministre, François Fillon, avait prédit des attaques spéculatives en France "à la minute" où M. Hollande serait élu, s'il l'était. François Bayrou, candidat du MoDem, a lui aussi agité le chiffon rouge, assurant que la situation espagnole pourrait arriver chez nous "dans quelques semaines".

Bravades irresponsables ou mises en garde opportunes ? Ces propos font écho à la presse anglo-saxonne, atterrée par les thèmes de campagne, focalisés sur l'immigration et la sécurité au détriment de la compétitivité et de

l'équilibre des comptes publics. Le pays n'a, de fait, pas présenté un budget en excédent depuis 1974. Son endettement, estimé à 85,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2011, est plus élevé que celui de Madrid (68,5 %) et les dépenses publiques (56,6 % du PIB) sont supérieures à celles de l'Italie (49,7 %). Enfin, l'Etat souffre de "déficits jumeaux", cumulant une balance commerciale et un budget dans le rouge.

"AGENDA DE CROISSANCE"

Pas encore dans le camp de l'Europe du Sud aux abois, mais plus tout à fait dans celui de l'Europe du Nord vertueuse, la France a perdu, en janvier, son "AAA", la meilleure note accordée à une dette souveraine par les agences de notation. Cette sanction s'est traduite par l'annonce de quelques mesures d'austérité et la promesse d'un retour à l'équilibre budgétaire en 2016 pour M. Sarkozy - en 2017 pour M. Hollande.

Passé ce cap, *"le discours politique évolue entre déni pur et simple - "c'est la faute de l'Europe, du capitalisme, de la finance, de la mondialisation" - ou défense de l'exception française qui sent la naphtaline"*, se désole Bruno Cavalier économiste chez Oddo. A ses yeux, *"l'idée que l'Etat doit dépenser plus fait partie de l'ADN en France"*. Un profil susceptible d'angoisser les marchés, assure Jean-Marc Daniel, professeur d'économie à l'ESCP-Europe. *"Dans une logique de liquidation de portefeuilles de dettes publiques, la Grèce était le hors-d'œuvre, l'Espagne l'entremets, la France sera le plat de résistance"*, alerte-t-il.

Dans les salles de marchés, on semble moins sévère. *"Si les investisseurs pensent que la France reste un pays sérieux, il n'y a pas de raison que les choses se bousculent"*, assure un banquier d'affaires. Jusqu'ici, la dette française n'a pas été chahutée. Depuis le 1^{er} janvier, Paris a emprunté à moyen et long terme au taux très faible de 2,30 %. Sur le marché secondaire, où se revendent les obligations d'Etat, les rendements des emprunts français à dix ans avoisinent 2,92 %, contre 4,388 % en moyenne depuis la création de l'euro. Et si l'écart des taux ("spread") entre la France et l'Allemagne se creuse, c'est surtout parce que la dette allemande est considérée comme une valeur refuge. Que M. Hollande ait brandi la menace de renégocier le pacte budgétaire européen pour y inscrire une stratégie de croissance a certes frappé les investisseurs. Mais la croissance est justement devenue un thème de préoccupation des marchés, indique un financier. Dans un éditorial publié le 10 avril, le *Financial Times*, quotidien de la City, explique ainsi que l'Europe a besoin d'un *"agenda de croissance"*, appuyant explicitement M. Hollande.

CRISTALLISATION

"Les marchés ne sont pas stupides", résume Mathieu Plane, de l'Observatoire français des conjonctures économiques. Selon lui, les investisseurs ont noté que le pays a résisté à la crise et réduit son déficit, passé de 7,1 % du PIB en 2010 à 5,2 % en 2011. Les financiers sont d'autant moins enclins à être agressifs envers la France que certains se sont brûlé les ailes, à l'été et à l'automne 2011, en spéculant, à tort, contre l'euro et le système bancaire européen. Néanmoins, *"les marchés peuvent faire preuve d'une violence extrême s'ils se cristallisent sur un sujet"*, ajoute un banquier. Autrement dit, la France n'est pas encore dans le viseur des marchés, mais pourrait l'être au moindre faux pas du futur président. *Les investisseurs attendent le résultat de la présidentielle, mais aussi celui des législatives et le discours de politique générale du premier ministre. "C'est à ce moment-là qu'ils se décideront"*, précise le patron en France d'une banque étrangère